

Burundi : un scrutin surréaliste, voulu par un pouvoir paranoïaque

Le Pays, 30/06/2015 Elections législatives et communales au Burundi : Quels résultats Nkurunziza sortira-t-il de son laboratoire ? A-t-on déjà vu quelque part dans le monde des élections libres, transparentes et crédibles se tenir sous une haute protection militaro-policière, sous la menace de grenades, de kalachnikovs et de fusils d'assaut ? C'est une singularité burundaise. Le régime de Pierre Nkurunziza vient de faire un passage en force en organisant, le 29 juin 2015, des élections législatives et communales des plus contestées et dans un contexte extrêmement tendu. Il a marché sur des dizaines de cadavres burundais, ignoré les revendications fondées de l'opposition et de la société civile burundaises, tourné en dérision les défections des personnalités de son parti et l'exil de centaines de milliers de ses concitoyens et enfin multiplié par zéro les appels, les mises en garde et la pression de la communauté internationale. C'est sûr, même si Dieu se mettait en travers de son chemin, le pasteur Nkurunziza l'aurait envoyé balader. On a eu ainsi affaire à un scrutin surréaliste, voulu par un pouvoir paranoïaque, qui a permis de satisfaire les désirs d'un assoiffé de pouvoir. Maintenant, quels résultats Nkurunziza sortira-t-il de son laboratoire ? Pourrait-on se le demander. La question est tout autant plus importante que par rapport aux conditions de la tenue des élections, ni l'Union africaine, pour une des rares fois dans son histoire, ni l'Union européenne (UE) n'ont envoyé d'observateurs. Les missions internationales d'observations se sont retirées, mise à part l'ONU qui a toutefois précisé que la présence d'observateurs ne doit pas être interprétée comme une validation du processus électoral imposé par le régime. En cela, il faut ajouter l'absence remarquable des journalistes, en particulier ceux des médias indépendants burundais, pris en chasse par le régime de Nkurunziza. Finalement, le pouvoir de Nkurunziza est juge et partie dans ces élections. En conséquence, il a tout le loisir de se « fabriquer » des chiffres. Nkurunziza et ses hommes viennent d'actionner, encore plus, le bouton d'une instabilité politique dont on ignore l'ampleur et les répercussions. Dès la mi-journée, les informations faisaient état de la possibilité, pour les électeurs, de ne pas présenter leur pièce d'identité. Une simple carte d'électeur suffisait. Une parfaite illustration du dispositif malicieusement employé par le pouvoir pour relever le défi de la participation. Pour se prémunir contre toute déculottée, Nkurunziza pourrait même aller jusqu'à bourrer les urnes, dans la mesure où ces élections locales doivent lui servir de marche-pied vers la présidentielle du 15 juillet 2015. Il doit les réussir à sa façon, à tout prix. On le sait, les élections sont, en général, de véritables mascarades. Que dire alors du cas burundais ? Pierre Nkurunziza, son parti, le CNDD-FDD ou ce qu'il en reste, et leurs alliés ne doivent pas oublier une chose: ils ont pu manœuvrer, remuer ciel et terre pour tenir à leurs élections. Mais ils devront faire face à un autre obstacle et pas des moindres : la gouvernance ne sera pas aisée après ce simulacre de démocratie. L'Union européenne (UE) qui a eu le courage de dénoncer cette mascarade électorale, devrait avoir le courage moral et politique de mettre tous les ennemis de la démocratie au Burundi, qui rament contre-courant des accords d'Arusha, sur une liste noire. Elle doit leur interdire, par exemple, de voyager. Elle doit procéder au gel des avoirs de Nkurunziza et de ses affidés. En tout état de cause, la communauté internationale, les partenaires bilatéraux et multilatéraux du Burundi, pour autant qu'ils se soucient de la démocratie et du développement socio-économique du pays, doivent accentuer la pression sur Nkurunziza et ses hommes. Parce qu'ils viennent d'actionner, encore plus, le bouton d'une instabilité politique dont on ignore l'ampleur et les répercussions. En attendant la très redoutée présidentielle du 15 juillet 2015, si rien n'est fait pour à le stopper, Nkurunziza réalisera son projet funeste. Pour le malheur du Burundi. Michel NANA